

# Qu'elle expulse ou pas Orban, la droite européenne sera perdante

■ Le Parti populaire européen se penche pour la première fois sur l'exclusion du Fidesz hongrois.

■ L'influence de la plus grande famille européenne est en jeu.

■ Le Bureau politique du PPE, réuni ce mercredi, pourrait se contenter d'une suspension.

Analyse Maria Udrescu

**F**aut-il exclure le Fidesz du Premier ministre hongrois Viktor Orban ? Cette question n'a pas fini de hanter le Parti populaire européen (PPE), contraint de s'y pencher effectivement ce 20 mars, lors d'une réunion à Bruxelles. Depuis des années, Viktor Orban multiplie les diatribes eurosceptiques, pourfend l'Union et bafoue ses valeurs, tout en siégeant au cœur de la plus grande famille politique européenne. Confronté à cette hérésie, le PPE a longtemps botté en touche, oscillant entre les appels au dialogue et la fermeté. Jusqu'à ce que douze de ses partis membres, dont les centristes belges du CD&V et du CDH, exigent, pour la première fois, d'exclure le Fidesz hongrois. Le signal est fort. Il est toutefois probable que le Bureau politique du PPE (le président du parti, Joseph Daul, les chefs des délégations nationales, des eurodéputés "qui comptent") n'ira pas jusqu'à expulser le Fidesz – il devrait être suspendu, tout au plus, "ce qui n'est déjà pas rien", souligne une source du parti. Car le PPE reste tiraillé entre la nécessité de serrer les rangs à l'approche des élections européennes de mai et la défense de son ADN pro-européen. Ainsi, Viktor Orban renvoie-t-il le PPE aux contradictions de son histoire et de son identité, agissant comme miroir d'un parti mis au pied du mur par la montée des populistes, des extrêmes et pétrifié face à la perte de son influence en Europe.

"Pour les démocrates chrétiens, une des questions

*"Le cas d'Orban persiste parce qu'il attaque le PPE en plein cœur, à savoir dans son attitude pro-européenne."*

**Steven Van Hecke**  
Professeur à la KU Leuven

## Épinglé

L'UE pense à se doter d'un outil de surveillance de l'État de droit en son sein

**La persévérance de la Belgique** et de son ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), plaident depuis trois ans pour que l'Union européenne se dote d'un mécanisme de surveillance de l'État de droit dans ses États membres, sous forme d'un examen par les pairs. Message reçu par les autres États membres, réunis mardi matin au Palais d'Egmont à Bruxelles, qui ont accepté la création d'un groupe de travail chargé de réfléchir à l'élaboration de ce mécanisme. Distinct de l'article 7 du traité de Lisbonne, ce mécanisme prévoirait une procédure préventive "sur base d'une définition harmonisée de l'État de droit", a exposé M. Reynders mais pas (encore ?) de sanctions. En présentant son projet de budget européen pour 2021-2027, la Commission a proposé d'établir un lien entre l'attribution de fonds européens et le respect de l'État de droit. **OleB**

*fondamentales a toujours été le rapport au pouvoir", rappelle d'ailleurs le politologue Pascal Delwit, auteur d'une étude analysant la mutation du Parti populaire européen. "Le positionnement à l'égard de ses concurrents politiques a défini l'histoire du PPE depuis sa création en 1976", renchérit Steven Van Hecke, professeur de la KU Leuven, dont la thèse porte sur les démocrates-chrétiens et conservateurs du PPE. À l'époque, les Allemands du CDU-CSU plaident pour que le parti ne se résume pas à son identité chrétienne-démocrate et s'apprête à fédérer des partis conservateurs, de droite, de centre-droit, en vue de l'élargissement de l'Europe des six à des États aux traditions politiques différentes.*

## Le PPE face à l'élargissement

Opposée à la vision bényluxienne d'un PPE purement chrétien-démocrate, la stratégie allemande finit par l'emporter, dans les années 1980, notamment parce que les rivaux socialistes sont devenus la première force du Parlement européen, après les élections de 1979, les premières au suffrage universel. "Cela a généré énormément de frustration. Au PPE, on se disait : 'Nous avons construit l'Europe et maintenant les socialistes la gouvernent.' Le chancelier Helmut Kohl a donc poussé pour élargir le PPE à des partis qui n'étaient pas chrétiens-démocrates

*pour éviter que les socialistes gouvernement l'UE. C'est une ligne d'argumentation que Viktor Orban utilise aujourd'hui", poursuit M. Van Hecke.*

Ce n'est pas par hasard si l'homme fort de Budapest s'est autoproclamé héritier d'Helmut Kohl, grande figure à la fois du PPE et de la construction européenne. Le Hongrois se pose en défenseur de

l'Europe chrétienne contre la gauche, les libéraux, les élites "cosmopolites" et leur politique (fantasmée) d'ouverture des frontières aux migrants. "C'est Helmut Kohl en personne qui m'avait invité [au sein du PPE], et lui seul pourrait m'en exclure", avait même mis en garde le leader hongrois, en septembre dernier. D'abord affilié aux libéraux européens, le Fidesz est devenu l'étoile montante de l'Europe centrale et orientale des années 1990.

Courtisé par Helmut Kohl et l'ancien Premier ministre belge Wilfried Martens, alors président du PPE, le parti hongrois est tenté de se joindre au noyau dur du pouvoir européen. Sa demande d'adhésion en tant que membre associé du PPE est acceptée en 2000, quatre ans avant que la Hongrie rejoigne l'UE.

**Viktor Orban, héritier d'Helmut Kohl ?**

S'il vivait encore, l'ancien chancelier allemand regretterait-il sa décision ? Certes, en 2016, M. Kohl a dénoncé la politique d'accueil des migrants de la chancelière Angela Merkel, autrefois sa protégée, et s'est affiché aux côtés du Premier ministre hongrois. Mais "le Kohl des années 1980 et 1990 voterait sûrement pour exclure Orban du PPE, lui qui était si attaché aux valeurs communes et à l'État de droit", assure M. Van Hecke. "Viktor Orban est peut-être un patriote hongrois. Mais Helmut Kohl était un patriote européen", défend également Federico Ottavio Reho, chercheur au Centre d'études européennes Wilfried Martens, groupe de réflexion du PPE.

Sous l'impulsion de MM. Kohl et Martens, le Parti populaire européen est redevenu la plus grande famille politique de l'UE, comptant au moins un membre dans chaque État de l'Union, ce qui a apporté un lot de tensions internes. Mais entre 1999 et 2009, "on a vu une convergence des partis vers le centre.

C'était 'la fin de l'Histoire', tout le monde était libéral, même Viktor Orban", se souvient M. Reho. Les membres du PPE adhéraient à des valeurs communes, dont l'attachement au projet européen, qui transcendaient leurs différences. Après tout, les conservateurs plaidaient jadis pour la création des États-Unis d'Europe. "Tirant ses racines des Pères fondateurs de l'Europe – Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer –, le PPE s'engage pour une Europe forte basée sur un modèle fédéral", lit-on toujours sur le site du parti.

**"Viktor Orban attaque le PPE en plein cœur"**

"Le cas d'Orban persiste parce qu'il attaque le PPE en plein cœur, à savoir dans son attitude pro-européenne, même si celle-ci a été adoucie ces deux dernières années", explique M. Van Hecke. Par le passé, le PPE a décidé d'exclure de ses rangs les chrétiens-démocrates portugais, lorsqu'ils ont voté contre le Traité de Maastricht. Il a aussi suspendu l'ÖVP chrétien-démocrate autrichien, lorsqu'il s'est allié avec l'extrême droite du FPÖ, en 2000. Les temps ont changé. "La présence de l'extrême droite au pouvoir est sinon banale, à tout le moins beaucoup moins exceptionnelle qu'en 1999. Par ailleurs, des membres du PPE ont effectué un sérieux tournant à droite, sous la pression des droites radicales", souligne M. Delwit.

Une quarantaine d'années après sa création, le PPE voit sa stratégie fondatrice de quête du pouvoir mise à rude épreuve avec la question de l'exclusion du Fi-

desz. À l'approche d'européennes qui s'annoncent compliquées pour les partis traditionnels, chaque membre, même celui d'un "petit" pays comme la Hongrie, compte. En réalité, "ce n'est pas une question de chiffres. Douze eurodéputés du Fidesz représentent 5 % d'un groupe qui en a 210 au Parlement européen. La vraie crainte est qu'Orban soit le premier d'une longue série de partis qui quitteraient le PPE pour le défier. C'est dans ce même esprit que le parti avait fini par accepter d'accueillir Forza Italia de Berlusconi, qui menaçait de créer une autre force politique. Il n'y a rien de neuf sous le soleil", note M. Van Hecke.

Le parti slovène SDS a déjà annoncé qu'il quitterait lui aussi le PPE si le Fidesz en était exclu. Viktor Orban pourrait alors chercher à s'associer avec les conservateurs polonais du PiS ou encore avec La Lega du sulfureux italien Matteo Salvini, bien qu'ils ne partagent pas la même vision de la manière dont l'UE doit gérer sa politique migratoire en interne. À vrai dire, Jaroslaw Kaczynski, président du PiS, Viktor Orban et Matteo Salvini ont peu de choses en commun, "à part le Brussels bashing. Ce n'est pas assez pour bâtir une alliance politique", estime M. Van Hecke.

Reste que, face à la menace, le PPE est condamné à

naviguer en eaux troubles, ménageant autant que possible un homme qui repousse les limites de la démocratie. "Ceux qui espèrent qu'il arrêtera de bafouer l'État de droit, d'attaquer la société civile, les institutions de l'UE, font de mauvais calculs. Viktor Orban a longtemps gardé une façade de respect des valeurs de l'UE. Il a bâti un système hybride, où certaines lois semblent inoffensives ou existent aussi dans d'autres pays mais qui, mises ensemble, s'avèrent dangereuses. Tout comme une corde et un couteau peuvent créer une guillotine", nous expliquait David Vig, directeur d'Amnesty International Hongrie, de passage à Bruxelles.

**Les centristes exigent de la fermeté**

L'Allemand Manfred Weber, président du groupe du PPE et candidat du parti à la présidence de la Commission européenne, espère encore démonter "la guillotine" élevée par Viktor Orban. Ce mardi, le Bavarois plaide pour la mise en place d'un "mécanisme de contrôle efficace pour lutter contre l'érosion des structures de l'État de droit", consistant en une évaluation de tous les États membres, tous les deux ans – idée comparable à celle portée de longue date par la Belgique (cf. supra).

Un geste peu convaincant, alors que

certaines membres du PPE réclament de la fermeté, et se dressent contre le "Viktator" à l'approche des élections. Le PPE prendrait autant de risques en gardant le Fidesz qu'en l'excluant.

Que ce soit sur son unité, puisque ses membres les plus centristes pourraient décider de quitter la famille – "Ce sera le Fidesz ou nous", a déjà averti le CDH. Ou pour son identité et ses valeurs, puisque "si Orban remporte le vote de mercredi, sa composante idéologique sera beaucoup plus forte dans le parti. Ce qui est en jeu, c'est l'ambition d'Orban de transformer le PPE", résume M. Reho.

**"Pour les démocrates chrétiens, une des questions fondamentales a toujours été le rapport au pouvoir."**

**Pascal Delwit**  
Politologue à l'Université libre de Bruxelles